Mesdames, Messieurs, chers collègues,

Il est des moments où la vie de notre intercommunalité appelle à **la nuance**. Lors de notre récent atelier sur le projet de territoire, j'ai été le témoin direct d'un échange particulièrement révélateur : une dirigeante administrative a déploré une mauvaise image de notre intercommunalité vue de l'extérieur, un constat immédiatement appuyé par un vice-président qui a jeté le discrédit sur notre commune, en l'accusant de perturber les conseils communautaires. Nous savons pertinemment que cette rumeur est habilement propagée par certains élus dans le seul but d'affaiblir notre parole.

Nous tenons à le dire avec force et clarté : nous ne souhaitons en aucun cas être catégorisés dans l'opposition ; notre engagement est tourné vers une volonté de participation active et d'amélioration continue.

Si nos prises de position dérangent parfois, c'est parce qu'elles relèvent d'un rôle indispensable de lanceur d'alerte, motivé par la défense de nos concitoyens et l'utilisation de l'argent public.

Les faits sont là :

Nous vous avons interrogés en février sur la **sincérité du budget**, ce qui s'est avéré vrai car le rapport d'orientation budgétaire a fini **par acter les conséquences que nous redoutions** sans pour autant en tirer les bonnes solutions.

Nous vous avons mis en garde, en avril, sur la limite floue entre les engagements publics et privés de la présidence, ce qui s'est avéré vrai car

le nom de **Roumois-Seine s'est retrouvé directement associé dans la presse à un parti politique.**

Nous vous avons alertés en juin sur l'absence de tableaux d'effectifs fiables, ce qui s'est avéré vrai et a mis en lumière les erreurs de ces outils, ne permettant pas une analyse fiable pour établir le budget.

Nous vous avons alertés, en septembre, sur le risque d'**une mauvaise communication** concernant la résidence autonomie, ce qui s'est avéré vrai car **les inquiétudes des familles ont conduit à la création d'un collectif de défense.**

Enfin, nous avions alerté sur le risque d'ordres du jour trop longs prolongeant excessivement la durée de nos conseils communautaires. C'est précisément ce qui contraint bien souvent la présidence à **réduire, voire limiter, notre temps de parole** — une situation aggravée lorsque l'on a pu constater que la non-distribution du micro était utilisée pour filtrer la parole. En tant que représentants et représentantes de nos communes, nous devrions pourtant pouvoir nous exprimer librement, car comme le soulignait un candidat à la présidentielle : « Être démocrate, c'est accepter ceux qui nous dérangent. »

En conclusion, comme tous les collègues ici présents, les représentants du Thuit-de-l'Oison font pleinement partie de Roumois-Seine et agissent comme un regard attentif et constructif. Notre unique ambition est que l'argent public confié par nos administrés soit utilisé dans leur intérêt exclusif, ce qui passe par la garantie de services publics de qualité et respectueux de **tous** les habitants de notre territoire.

Je vous remercie de votre écoute.